



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 555

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, je suis désolé de vous ramener à de dures réalités.

(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)

M. Jean Leonetti. Parce que la laïcité ce n'est pas la réalité peut-être ? Lamentable !

M. Jean-Marc Ayrault. L'INSEE vient d'annoncer que la croissance avait reculé au dernier trimestre de 2002.

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. La faute à qui ?

M. Richard Mallié. Nous n'avons pas eu votre chance !

M. Jean-Marc Ayrault. Le déficit a franchi la barre des 3 %. Depuis votre arrivée au pouvoir, notre pays compte 100 000 chômeurs de plus et, toujours selon l'INSEE, la situation va encore se dégrader.

Monsieur le Premier ministre, selon votre habitude, vous allez nous opposer la conjoncture internationale et l'héritage. (« *Eh oui !* » *sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*) Alors, expliquez-nous pourquoi la croissance française était systématiquement supérieure à la moyenne européenne entre 1997 et 2001 et pourquoi elle est aujourd'hui inférieure ?

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste.) Expliquez-nous pourquoi votre politique de baisse d'impôts et de charges n'a eu aucun effet sur la croissance et la consommation, de l'aveu même de votre ministre des finances ? Expliquez-nous comment vous allez relancer la machine quand vous gelez ou annulez les crédits d'investissements publics pour l'emploi, l'éducation, la recherche, le logement, l'équipement ? Il n'y a pas plus de deux heures, vous annonciez des mesures pour le plan famille, mais nous n'avez même pas un centime d'euro pour les financer alors que le déficit de la sécurité sociale est sur la pente des 10 milliards d'euros ! *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Richard Mallié. Vous n'avez pas de leçon à nous donner !

M. Jean-Marc Ayrault. Expliquez-nous pourquoi, monsieur le Premier ministre, vos grandes réformes appellent toujours les mêmes au sacrifice, à savoir les salariés, les retraités et les assurés sociaux ? Expliquez donc aux agents des services publics au nom de quels principes d'égalité et d'efficacité vous les désignez comme les boucs émissaires *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)*...

M. Yves Cochet. Eh oui !

M. Jean-Marc Ayrault. ... des difficultés que vous avez vous-même créées : suppressions d'effectifs, gel des rémunérations, décentralisation forcée, mise en cause de leur régime de retraite ?

M. Richard Mallié. Vous n'avez rien fait pour les retraites !

M. Jean-Marc Ayrault. Ce n'est pas l'Etat stratège dont vous vous réclamez. C'est l'Etat mendiant, l'Etat de l'hyper-impuissance !

Monsieur le Premier ministre, il est temps de sortir de votre bulle de communication et du pathos de vos déclarations. Votre action conduit jour après jour à une rupture de confiance. Le courage n'est pas de s'entêter dans une politique d'échec comme vous le faites, mais de changer cette politique.

M. Lucien Degauchy. La question !

M. Jean-Marc Ayrault. Je vous ai écrit il y a quelques semaines pour vous demander l'actualisation de l'audit que vous aviez vous-même commandé. J'attends toujours un premier mot de réponse. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Monsieur Ayrault, veuillez conclure !

M. Jean-Marc Ayrault. Je vous ai également demandé quand vous alliez présenter une loi de finances rectificative. Vous ne répondez toujours pas. Il est temps, monsieur le Premier ministre, de dire la vérité aux Français ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député Jean-Marc Ayrault, il n'est pas correct d'imputer à une politique qui commence (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) et qui a cinq ans devant elle les conséquences d'une situation économique internationale qui affecte tous les autres pays. Il n'est pas correct non plus de prétendre que la croissance française est inférieure à la croissance européenne. Cela est faux !

Il est correct d'indiquer que, au cours des quatre dernières années, la conjoncture économique exceptionnelle qu'ont vécue l'Europe et le monde a été largement gaspillée dans notre pays. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean-Louis Idiart. Zéro pointé !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Il est correct d'indiquer qu'une politique se juge dans la durée et que, quelles que soient les difficultés à court terme, que nous ne méconnaissons pas et qui ne sont pas propres à notre pays, nous avons totalement confiance dans la politique que nous mettons en oeuvre, car elle consiste à donner aux acteurs la capacité et la responsabilité de développer leurs propres initiatives. C'est une politique par laquelle l'Etat a créé les conditions pour que l'initiative soit aussi libérée et efficace que possible. C'est aussi une politique qui consiste, au 1er juillet prochain, à travers le redressement des SMIC, à augmenter de 5 % au minimum le pouvoir d'achat des salariés les moins bien lotis. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*) C'est donc une politique qui ne consiste pas à donner aux riches et à prendre aux pauvres. C'est une politique cohérente, qui a une unité et qui se déroulera au fur et à mesure du temps. Ce n'est qu'à terme que nous jugerons de son efficacité ! (*Mêmes mouvements.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 555

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie
Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 30 avril 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 30 avril 2003